Modèle républicain

«La France n’est plus un archipel, c’est un pays de naufragés»

Pour Luc Rouban, « l’analyse sociologique renverse le schéma d’une République menacée par les communautés. Une bonne partie des Français ne se reconnaît dans rien »

Dans une note de synthèse intitulée « La République désintégrée », tirée de la vague 12 du baromètre de la confiance publique du Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), le sociologue et directeur de recherches au CNRS Luc Rouban analyse le regard que les Français portent sur leur propre pays. Il alerte sur « l’anomie » qui gagne la France, battant en brèche la concurrence entre le modèle de la nation républicaine et celui d’une société multiculturelle.

Votre enquête confirme-t-elle l’« archipellisation » de la société décrite par Jérôme Fourquet ?

C’est pire. L’archipel a toujours existé : la société s’organise en groupes différents, avec des pratiques et des valeurs différentes. Les riches ne vivent pas dans les mêmes quartiers que les pauvres depuis la Haute Antiquité, et les groupes se mélangent peu. Certes, nous nous attendions à trouver des revendications communautaires. Et bien pas du tout ! Ce que nous décelons est plus grave : c’est l’anomie, l’absence de normes ou de valeurs communes. La République va mal, mais les communautés aussi. Près de la moitié des Français enquêtés (45%) ne se sentent pas appartenir à la communauté nationale, ni à aucune autre communauté de langue, de religion, de valeurs… La France n’est plus un archipel, c’est un pays de naufragés.

Une société d’individus atomisés, voulez-vous dire ?

Oui, comme les particules élémentaires. Sauf que l’enquête révèle qu’il ne s’agit pas d’individualisme libéral, au sens d’autonomie. Il s’agit d’une perte de repères, d’un isolement social. La France n’est pas une République mourante au profit d’une démocratie à l’anglo-saxonne. L’analyse sociologique renverse complètement ce schéma d’une République menacée par les communautés. Une bonne partie des Français ne se reconnaît dans rien. Le tissu du pacte républicain a fondu, et le regard qu’ils portent sur le champ politique est désabusé. Cette situation de fragilité est inédite.

«La fracture sociale et culturelle est décisive. La perception que la France reste une nation unie domine dans les catégories moyennes et supérieures qui partagent un haut niveau de diplôme, de libéralisme culturel, de confiance interpersonnelle»

Pourquoi l'anomie politique est-elle si grave ?
Pour que la politique fasse sens, il faut que les gens partagent la notion d'un intérêt collectif, d'un espace politique commun. Le modèle républicain suppose une nation homogène et unie, ou du moins un sentiment d'appartenance. Or anomie, défiance, populisme : tout est lié. Les Français les plus anomiques ont les taux de méfiance les plus élevés vis-à-vis du vote, des élus, des institutions, de la science… La première variable qui joue chez ceux qui refusent le vaccin contre la Covid-19, c'est le sentiment de ne pas appartenir à la communauté nationale. Or le sentiment d'appartenance induit le civisme, la protection des autres ; c'est un indicateur de l'intégration sociale. A l'inverse, la désaffiliation produit un délitement complet du tissu sociopolitique. Moins de la moitié des Français considèrent que leur pays est « une nation assez unie » (42%). C'est la petite mort de l'idée nationale.

Qu'est-ce qui provoque ce déclin de l'adhésion nationale ?
On imagine que la religion influe sur cette désaffection, que les musulmans jouent la carte communautaire… En réalité, non : la représentation communautaire est partagée par 53% des catholiques, 51% des musulmans et 54% des sans-religion. C'est la fracture sociale et culturelle qui est décisive. La perception que la France reste une nation unie domine dans les catégories moyennes et supérieures, qui votent majoritairement MoDem (72%) et à En Marche (67%), mais aussi PS (60%) et EELV (57%). Celles-ci partagent un haut niveau de diplôme, de libéralisme culturel, de confiance interpersonnelle.

N'est-ce pas paradoxal ? L'électorat populaire vote pour les partis nationalistes…
Les sympathisants des Républicains et du Rassemblement national ont un regard critique sur la nation, qu'ils perçoivent en voie de communautarisation. On suppose que cela va de pair avec la défense de l'unité nationale. Mais le plus surprenant, c'est qu'eux-mêmes ne s'identifient pas à la nation française. La droite LR, qui a une filiation gaulliste, et le RN, qui se revendique « national », affichent des niveaux très bas d'identification à la communauté nationale (respectivement, 32% et 15%). Autrement dit, à droite, la nation n'est plus une référence réelle. Le discours politique masque un décalage sociologique. Chez LR, la préférence va aux identités locales, de valeurs ou de religion, tandis qu'au RN, le taux d'anomie explose. Ils s'identifient davantage à une communauté minoritaire menacée, notamment par l'immigration. Au fond, la France telle qu'elle est aujourd'hui ne leur parle plus.

Comment la droite gère-t-elle cette désaffection ?
L'enjeu pour la droite parlementaire est de redevenir une droite populaire et de reconstituer un horizon, ce qu'on appelle parfois le « vivre ensemble » ou projet national, sans tomber dans la radicalité du RN. C'est un piège électoral terrible : il pousse à franchir le Rubicon du populisme puisque les niveaux de confiance dans les institutions diffèrent fortement entre

sympathisants de LR et du RN. Comment parler aux catégories populaires éparpillées dans l'anomie ?

Cette désaffiliation existe dans beaucoup de démocraties libérales. Y a-t-il une spécificité française ?

Hélas, oui. Au Royaume-Uni et en Allemagne, les fractures sociales ne produisent pas autant de différences de valeurs, de défiance et de potentiel populiste. En France, 45% n'ont pas le sentiment d'appartenir à une communauté, contre 39% au Royaume-Uni, 25% en Allemagne et 15% en Italie. En Italie, on juge davantage la nation unie (53%) qu'en France (42%). La société française a un rapport particulier à la nation, à l'unité et à l'Etat. Avec leurs modèles pluriels ou régionalisés, les pays voisins absorbent mieux l'attachement communautaire. En France, l'affaiblissement du lien national et de l'horizon républicain ne crée pas cet attachement ; il crée de la désaffiliation.

Cela explique-t-il les débats épidermiques sur l'identité, le séparatisme, les valeurs de la République ?

Bien sûr. Ces débats sont mal contrôlés, envenimés, mais renvoient tous à la question : comment refabriquer un tissu socio-politique ? La démocratie institutionnelle ne fonctionne plus qu'à partir d'une minorité d'électeurs. La partie immergée de l'iceberg, ce sont ces anomiques, comme les Gilets jaunes, qui choisissent l'abstention ou le vote radical. Pour faire l'unité nationale, la question centrale n'est pas la loyauté au drapeau par opposition aux communautés, mais l'intégration sociale. C'est en France que la fracture sociale joue le rôle le plus délétère pour la démocratie. Voilà pourquoi l'idée que le clivage gauche-droite est mort paraît dangereuse : elle ne parle qu'à des catégories supérieures et crée de la désaffiliation, un sentiment d'extranéité dans son propre pays.